



La finance et le gouvernement présentent aux ménages la facture de leurs errances dogmatiques et de leur gestion intéressée

Les crises qui s'enchaînent depuis 2008 ne sont que la résultante des mesures prises pour « sortir » de la crise précédente, et l'aboutissement de 30 années d'un libéralisme débridé qui a réduit la souveraineté des peuples et sabordé l'intérêt général pour servir les intérêts financiers d'une petite caste.

Mais la seule vraie crise, c'est celle que vivent très concrètement les citoyens et leurs familles en étant condamnés à payer les choix désastreux des puissants.

Alors que la France s'apprête à nouveau à entrer en récession, le nouveau plan de rigueur annoncé le 7 novembre par le premier Ministre pour satisfaire le FMI et les agences de notation va faire porter 86 % de l'effort financier sur les ménages.

Ce plan de paupérisation de la population n'épargnera pas les plus démunis puisqu'il prévoit une augmentation de la TVA réduite, qui concerne les produits de consommation courante, une désindexation des prestations sociales de l'inflation pour les indexer sur la croissance, bien inférieure à l'inflation, ce qui aura pour conséquence directe de faire baisser le niveau de vie déjà indécemment de ceux qui les perçoivent.

Les classes moyennes ne sont pas ménagées puisqu'aux mesures déjà citées s'ajoutent le gel du barème de l'impôt sur le revenu et la restriction du prêt à taux zéro aux logements neufs.

L'avancement d'un an du passage de l'âge légal de la retraite à 62 ans montre le manque de considération pour ceux qui ont déjà vu une partie de leur vie professionnelle bouleversée par la contre-réforme de l'an dernier.

La limitation de la progression des dépenses de l'assurance maladie viendra encore grossir le reste à charge pour les patients, car les besoins de santé eux ne décroissent pas !

La liste est longue et illustre parfaitement la politique du gouvernement : prendre un peu plus à la masse de ceux qui ont peu plutôt que beaucoup aux quelques-uns qui ont énormément. Mais en 2011, alors que les dépenses contraintes des ménages sont à un niveau jamais atteint, le plus grand nombre ne peut plus donner. La France compte plus de 8 millions de pauvres, un scandale, et un nombre croissant de ménages n'ont plus aucune capacité d'autonomie.

L'enfumage de la communication gouvernementale complaisamment relayée par des médias aux conflits d'intérêts multiples n'empêchera pas l'UFAL de dire la vérité aux citoyens et à leurs familles.

Ce n'est pas en paupérisant la population que nous sortirons de la crise, c'est par la reconquête de nos services publics, de notre souveraineté, de notre capacité de production, et en prenant l'argent là où il est, chez tous ceux qui s'accaparent nos richesses.

Contact presse : Christian Gaudray, secrétaire de l'UFAL, 06 84 91 44 44